



Maître d'Ouvrage :

**EPA MASSE DES DOUANES
5 rue de Courtrai, CS 10683, 59 033 Lille cedex**

**Remplacement de la chaudière - 2025-R16-01,
Cité douanière de Boulogne sur Mer (62200) - 63 rue des
Moulins.**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE
ET PROTECTION DE LA SANTE
NIVEAU 3 SIMPLIFIE**

**En application du Décret 94-1159 du 26.12.94 et
Art. R4532-12 et R4532-45 à 47 du Code du Travail**

Coordonnateur S.P.S. :

2TD

**79 rue Maxence Van Der Meersch
59200 TOURCOING**

Indice	date	Modifications	Visa
1	23-01-2026	Edition préliminaire	Ph.T

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT L'OPERATION	6
1.1. GENERALITES :	6
1.2. PRESENTATION DU PROJET :	7
1.2.1 PRESENTATION DU PROJET :	7
1.2.2 SITUATION DU PROJET :	7
1.2.3 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU MARCHE :	7
1.3. PRESENTATIONS DES INTERVENANTS	7
1.4. DESIGNATION DES LOTS ET DES ENTREPRISES	7
1.4.1 DUREE DE TRAVAUX	7
1.5. COORDONNEES DES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES DE PREVENTION	8
1.6. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES :	8
1.6.1. PERMIS DE VOIRIE, CIRCULATIONS, OCCUPATION DU SOL :	8
1.6.2. DECLARATIONS PARTICULIERES :	8
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE.....	8
2.1 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT :	8
2.1.1 CONTRAINTES DU SITE :	8
2.1.2 SUJETIONS LIEES AU SITE :	8
2.1.4. ACCES :	9
2.2 MODALITE D'ACCUEIL DES ENTREPRISES :	9
2.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER :	9
2.3.1 LOCAUX DE VIE ET D'HYGIENE :	10
2.3.2 CLOTURE DE CHANTIER :	10
2.3.3. ACCES ET CIRCULATIONS EXTERIEURS :	10
2.3.4 STATIONNEMENT :	11
2.3.5. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE :	11
2.3.7. TRAVAUX EN HAUTEUR :	11
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	12
3.1 RESPONSABILITE DES ENTREPRISES :	12
3.2.7. PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES :	12
3.2 PROTECTIONS INDIVIDUELLES :	12
3.3 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS :	13
3.4.1. APPROVISIONNEMENTS :	13
3.4.2. MOYENS DE LEVAGE :	13
3.4.3. MANUTENTIONS MANUELLES DES CHARGES :	13

3.4	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE :	13
3.6.1.	MANUTENTIONS MANUELLES :	13
3.5	PROTECTION CONTRE LE BRUIT :	13
4.	<u>ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER</u>	14
4.1	STOCKAGES SUR LE CHANTIER :	14
4.1.1.	STOCKAGE DE MATERIAUX ET MATERIELS :	14
4.1.2.	STOCKAGE DE MATERIAUX DANGEREUX :	14
4.1.3.	STOCKAGE DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES :	15
4.1.4.	STOCKAGE DES DECHETS DANGEREUX :	15
5.	<u>ORGANISATION DES SECOURS</u>	15
5.1	TELEPHONE DE SECOURS :	15
5.2	SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (S.S.T.) :	15
5.3	TRAVAIL ISOLE :	16
5.4	PROCEDURE D'ORGANISATION DES SECOURS :	16
5.5	PETIT MATERIEL DE SECOURS :	16
5.6	DECLARATION :	16
6.	<u>MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS</u>	16
6.1	SOUS-TRAITANCE :	16
6.2	INTERIMAIRES :	16
6.3.	REMARQUES IMPORTANTES :	16
6.3.1.	ENTREPRISES TITULAIRES D'UN LOT :	17
6.3.2.	DECLARATION ET AGREMENT DU SOUS-TRAITANT :	18
6.3	ACCUEIL DES ENTREPRISES « LOCATION AVEC CHAUFFEUR » :	18
6.4	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS :	18
7.	<u>ANNEXES AU P.G.C.</u>	19
7.1	EN CAS D'ACCIDENT	19

NOTE AUX INTERVENANTS :

Le **PLAN GENERAL DE COORDINATION** en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.), établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants.

Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs **PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)**.

Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé seront organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'y être présents.

Enfin, il est rappelé conformément à l'article L.4532-6 du Code du travail :

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des **responsabilités qui incombent** à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur exerce sa mission sous l'autorité et sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Ce dernier ne peut se libérer de ses obligations en matière de coordination en déléguant ses pouvoirs au coordonnateur SPS.

La responsabilité pénale : sera puni d'une amende de 9000 euros, le maître d'ouvrage qui n'a pas désigné un coordonnateur SPS (4), ou qui n'a pas assuré au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens indispensables à l'exercice de sa mission (5). En cas de récidive, le maître d'ouvrage encourt 15 000 euros d'amende et/ou 1 an d'emprisonnement (6). A ce titre, le maître d'ouvrage doit notamment prévoir l'accès du coordonnateur SPS aux réunions du maître d'œuvre, l'envoi au coordonnateur SPS en temps utile de toutes les études du maître d'œuvre, les modalités de la présence du coordonnateur SPS sur le chantier... Le contrôle technique vise à prévenir des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages.

(4) Articles L4532-2 et L4532-4 du Code du travail

(5) Article L4532-5 du Code du travail

(6) Article L4744-4 du Code du travail

Les co-coordonnateurs :

- Philippe Turpin, a été nommé Titulaire en **phase Conception et Réalisation**
- Nicolas Payen, a été nommé Remplacent en **phase Réalisation**.

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

- a) Eviter les risques
 - b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
 - c) Combattre les risques à la source.
 - d) Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
 - e) Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique.
 - f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux.
 - g) Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, L'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail.
 - h) Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle.
 - i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.
- La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître de l'Ouvrage, Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h ci-dessus.

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT L'OPERATION

1.1. Généralités :

Cette opération a été classée en **niveau 3 simplifié** selon les critères définis ci-dessous :

Opérations de première catégorie :

Les opérations de 1ère catégorie sont les opérations complexes dont le volume excède 10 000 hommes/jours (75000 heures de travail) et dont le nombre d'entreprises est supérieur à 10 s'il s'agit d'une opération de bâtiment et à 5 s'il s'agit d'une opération de génie civil.

L'importance de ces opérations et les risques qui en découlent exigent la présence d'un coordonnateur SPS de niveau 1.

Opérations de deuxième catégorie :

Les opérations de 2ème catégorie sont les opérations dont le volume est supérieur à 500 hommes/jour (3500 heures de travail) ou les opérations dont l'effectif prévisible doit dépasser à un moment donné 20 travailleurs et dont la durée doit excéder 30 jours ouvrés. La présence d'un coordonnateur SPS de niveaux 1 ou 2 sera exigée.

Opérations de troisième catégorie :

Les opérations de 3ème catégorie englobent l'ensemble des chantiers ne rentrant pas dans la 2ème catégorie. Ce sont quantitativement les opérations les plus nombreuses.

La présence d'un coordonnateur SPS de niveaux 1, 2 ou 3 sera obligatoire en cas de coactivité, en vue d'établir un plan général de coordination et un PPSPS simplifiés.

EXEMPLE

Pour un chantier dont la durée est estimée à 12 mois faisant intervenir 15 lots à raison de 10 hommes en moyenne par jour et de 22 jours de travail par mois, on obtient : $10h \times 22j \times 12 \text{ mois} = 2640 \text{ hommes/jours}$. Une telle opération serait donc de niveau 2.

Toutefois, sur la base des critères ci-dessus, cette opération pourra être requalifiée durant l'exécution des travaux.

Les différents intervenants doivent prendre connaissance du présent document, en tirer les éléments nécessaires à la rédaction de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions contenues dans celui-ci.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

En concertation, le Coordonnateur SPS, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défaillantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la sécurité, de la protection de la santé et de l'hygiène des travailleurs.

Il est rappelé qu'en matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

Les entreprises dont le siège social est établi hors de France peuvent détacher temporairement leurs salariés en France. Elles doivent alors respecter plusieurs formalités obligatoires et appliquer aux salariés ainsi détachés, certaines dispositions prévues par le Code du travail en matière, notamment, de rémunération, de durée du travail et de conditions de travail.

Le détachement transnational de travailleurs, au sens du code du travail (articles L.1261-1 à L.1263-2 et R.1261-1 à R. 1264-3 du code du travail), vise les hypothèses où un employeur, régulièrement établi hors de France, confie une mission précise à ses salariés devant être exécutée en France, étant entendu qu'une fois leur mission effectuée, les salariés reprennent leur activité au sein de leur entreprise d'origine.

Source :

www.travail-emploi.gouv.fr/informations-pratiques,89/fiches-pratiques,91/detachement-2-salaries,407/le-detachement-temporaire-en,2452.html

1.2. Présentation du projet :

1.2.1 Présentation du projet :

Le projet consiste à : Remplacement de la Chaudière – Cité des Douanes

Se reporter au CCTP pour le descriptif détaillé du projet.

1.2.2 Situation du projet :

Le projet sera réalisé : 63 rue des Moulins – 62 200 Boulogne sur Me

Toutes les précautions seront prises afin de garantir la sécurité des personnes et véhicules circulant dans les environs du chantier, des équipements publics et des différents réseaux.

1.2.3 Renseignements administratifs du marché :

Type de marché	Marché Public
Mode de passation de marché	Lots séparés

1.3. Présentations des intervenants

Intervenants	Adresse	Téléphone / Fax / E-mail
Maître d'Ouvrage	EPA MASSE DES DOUANES 5 rue de Courtrai, CS 10683, 59 033 Lille cedex	
Maître d'Ouvrage mandataire	SOREC 297 boulevard de Liège, CS 70 103 59502 DOUAI Cedex	03.27.08.16.20 – 03.27.08.13.95 Interlocuteur : Eric RYDZ
Coordonnateur SPS	2TD 269 rue Jean Baptiste LEBAS 59830 CYSOING	Tel : 03.62.13.22.75 Courriel : contact-2td@sfr.fr

1.4. Désignation des lots et des entreprises

N°	Lot	Entreprise	Adresse
01			
02			
03			

1.4.1 Durée de travaux

La durée des travaux sera de 6 mois.

Toute entreprise intervenante sur le site en milieu occupé prendra toutes les mesures (organisationnelles, techniques, sanitaires...) nécessaire à la prévention de la propagation du virus SARS-Cov-2.

1.5. Coordonnées des administrations et organismes de prévention.

Noms	Adresse	Téléphone / Fax
GDF Urgence Sécurité Gaz		0800 47 33 33
SAMU		Tel : 15
POMPIERS		Tel : 18 ou 112 (mobile)
POLICE/GENDARMERIE	9 rue Perrochel -Boulogne sur Mer	Tel : 03.21.99.48.48
CRAM	11 allée Vauban 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	Tel : 03.20.05.61.61
INSPECTION DU TRAVAIL		

1.6. Autorisations administratives :

1.6.1. Permis de voirie, circulations, occupation du sol :

L'entreprise aura la sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie.

1.6.2. Déclarations particulières :

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

D.I.C.T, (validité : 2 mois)

Demandes d'arrêtés, autorisations concessionnaires, etc....

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors quelle réalise des travaux en sols. Une copie sera adressée au coordonnateur S.P.S.

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

2.1 Contraintes d'environnement :

2.1.1 Contraintes du site :

L'attention des entreprises est attirée sur la sauvegarde de l'environnement et la protection des personnes.

Les entreprises intervenantes maintiendront les rues environnantes de la commune dans leur état de propreté initial, parties roulantes et trottoirs compris, durant toute la durée du chantier jusqu'à la réception définitive des travaux.

Prévoir également toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et notamment lors des approvisionnements de chantier.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

2.1.2 Sujétions liées au site :

Durant les travaux, des dispositions particulières, en concertation avec la maîtrise d'ouvrage la maîtrise d'œuvre, et le coordonnateur S.P.S., seront prises pour éviter des gênes dues aux bruits, vibrations et aux poussières.

Dispositions à prendre (en accord avec le Maître d'Ouvrage), neutralisation de la zone de travail par des barrières efficaces, mise en place de circulations protégées,

2.1.4. Accès :

L'accès au chantier se fait par des voies existantes : Les entreprises doivent respecter les règles de circulation et de stationnement en vigueur sur le Site. Le personnel de chaque entreprise doit être vêtu d'un vêtement de travail marqué au logo de celle-ci.

L'accès du chantier est formellement interdit à toute personne étrangère à la construction. Seules les personnes munies d'une autorisation délivrée par le Maître d'Ouvrage, ou par le Maître d'œuvre, pourront circuler dans le chantier.

2.2 Modalité d'accueil des entreprises :

L'intervention de chaque entreprise titulaire, de chaque entreprise sous-traitante ou de chaque travailleur indépendant sur le site est soumise aux dispositions suivantes :

- Visite d'inspection commune organisée par le coordonnateur SPS au moins un mois avant le démarrage de l'intervention. La présence aux visites d'inspection commune est **OBLIGATOIRE**. *Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.*
- Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire de lot dans le même délai cité ci-dessus.
- Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants doivent préalablement en informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. L'entreprise titulaire de lot doit impérativement adresser au maître d'ouvrage, pour chaque sous-traitant ou travailleur indépendant une demande d'agrément.
Tout personnel d'une entreprise n'ayant pas satisfait à ces exigences se verra interdire l'accès au Chantier.

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante devra obligatoirement transmettre avant son intervention sur le chantier son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité

Cette formation qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises (exemple de fiche d'accueil en fin du PGC) portera sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- La situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Chaque entreprise devra tenir à jour sur le chantier une liste de tous ses salariés. Ces différents personnels devront pouvoir être facilement identifiables (Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP ou autocollant sur le casque ou vêtement de travail au nom de l'entreprise).

2.3 Plan d'installation de chantier :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui devront préciser dans les différentes phases du chantier la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des clôtures et protections temporaires,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- des zones de stockage et de préparation.
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- "de l'emplacement de la grue"
- "des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche".
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations seront, sauf indication contraire, à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

2.3.1 Locaux de vie et d'hygiène :

2.3.1.1. Sanitaires :

Conforme à la réglementation en vigueur et définie au CCTP.

2.3.1.2. Réfectoires :

Conforme à la réglementation en vigueur et définie au CCTP.

2.3.1.3. Vestiaires :

Conforme à la réglementation en vigueur et définie au CCTP.

2.3.1.4. Bureaux de chantier - Salle de réunion :

2.3.2 Clôture de chantier :

Des panneaux réglementaires seront mis en place, sur la clôture de chantier et à chaque accès du chantier :
Cf : CCTP

2.3.3. Accès et circulations extérieurs :

2.3.3.1. Contrôle d'accès :

Une liste du personnel et du temps passé sur le chantier devra être disponible sur le chantier.
Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP.

2.3.3.2. Accès au chantier :

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.
En aucun cas, le fonctionnement du chantier ne devra gêner la circulation du parking..

Accès piétons :

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise.

Accès véhicules de livraison (à la charge de chaque entreprise) :

L'impact des accès du chantier, la circulation et le stationnement autour du chantier pendant les différentes phases du chantier doit être étudié afin de diminuer les perturbations du voisinage, qui seront sources de conflits.

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Œuvre et l'entreprise de G.O.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications feront l'objet d'éditions écrites et seront diffusées à toutes les entreprises. Ces dernières auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc....

Circulations dans l'emprise du chantier :

Les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux conditions qui leurs seront imposées, notamment en ce qui concerne les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier.

Les circulations seront aménagées et entretenues par l'entreprise.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer, que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes, chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Organisation du trafic extérieur :

L'entreprise devra organiser le trafic des camions pour :

- L'évacuation des déchets
- L'approvisionnement des matériels et matériaux,
- faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet,
- contrôler les approvisionnements
- les travaux seront conduits en tenant compte des contraintes spécifiques du site en activité

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'Œuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, l'entrepreneur titulaire sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

2.3.4 Stationnement :

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier pourra se faire dans le parking après accord du Maître d'Ouvrage.

Ils ne pourront stationner sur la voie publique en dehors des emplacements prévus à cet effet, afin de ne produire dans les rues voisines aucune gêne ou nuisance.

2.3.5. Protection contre l'incendie :

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail à point chaud.

Arrêt des travaux à point chaud une heure avant de quitter le chantier.

Pour tout travail par point chaud un Permis de feu sera demandé au Maître d'Ouvrage

Les entreprises utilisant des produits inflammables devront Préalablement, en informer le maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

La nature et la fiche de sécurité de ces produits devront être jointes au PPSPS de l'entreprise.

Les conditions de stockage de ces produits sur le chantier devront préalablement faire l'objet d'une demande d'autorisation du maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

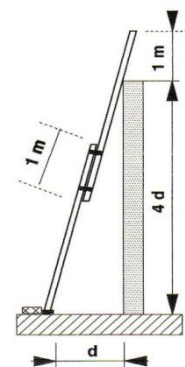
Au minimum, 10% des salariés présents, devront connaître le maniement des extincteurs.

2.3.7. Travaux en hauteur :

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. (Décret n° 2004-924 Art. R. 23 3-13-22)

Les accès à l'échelle, ne seront admis que :

- si des fixations en pied et en tête sont mises en place,
- si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,
- si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,
- si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,
- si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,
- Pour le cas de fouilles, outre les mesures ci-dessus, l'échelle devra être distante d'au moins 15 cm des parois et stabilisée en pied.



Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux seront effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de nacelle élévatrice ou d'échafaudage de pied. Ce matériel devra répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels devront être montés ou évoluer sur des surfaces stabilisées.

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est déconseillée. L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention sera obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection pourra être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Dans le cas de mise en place d'échafaudages de pied :

- Ils seront conformes aux normes en vigueur. En tout état de cause, ils seront stables et complets.
- Ils seront montés par du personnel formé et habilité ayant un certificat de compétence. Ce certificat et le PV de réception de l'échafaudage devront être présents sur le site.

L'utilisation d'E.P.I. est tolérée lorsqu'il est impossible techniquement de mettre en Œuvre une protection collective dans des conditions satisfaisantes de sécurité.

Les tours escaliers sont régies par les mêmes règles et les mêmes principes d'affichage, d'utilisation, d'application de normes que les échafaudages.

Les tours escaliers devront être équipés, de platelages de franchissement d'acrotère et d'escalier de descente derrière l'acrotère avec protection et main courante.

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1 Responsabilité des entreprises :

Le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre tiendront informé le Coordonnateur SPS des nouvelles entreprises sous-traitantes agréées.

3.2.7. Prévention des risques de maladies professionnelles :

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de mettre en place des moyens permettant de limiter :

- la poussière (bennes bâchées, arrosage pendant les travaux, etc....)
- le bruit (privilégier le carottage ou sciage, ensemble des engins de chantier d'un niveau sonore conforme à la réglementation en vigueur, matériel insonorisé, anti-vibratile etc....)

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre devra s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc.

Il appartient à l'entreprise génératrice de nuisance telles que bruit, émanation de poussières, vapeurs délétères, etc...., de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

3.2 Protections individuelles :

- Le port du casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel, et ce quelles que soient l'entreprise et l'activité du salarié.
- Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.
- Toute personne entrant sur le chantier devra être équipée d'un casque de sécurité et de chaussures de sécurité.
- Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuelle adaptés à leurs activités.



4. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'enjeu est de limiter les nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement tout en restant compatible avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP.

L'entrepreneur du lot Gros-Œuvre aura à sa charge la coordination de la mise en application de la gestion des déchets par tri sélectif pour tous les corps d'état et pendant toute la durée de l'opération.

Ceci comprend notamment :

- la mise en place des bennes et des installations spécifiques nécessaires et l'entretien des aires de stockage
- l'évacuation et le transport des déchets
- le suivi des déchets

4.1 Stockages sur le chantier :

4.1.1. Stockage de matériaux et matériels :











Les entreprises devront informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

4.1.2. Stockage de matériaux dangereux :

Les entreprises indiqueront dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion, en annexant les fiches de données de sécurité des produits (loi REACH) à leurs P.P.S.P.S. Dans ce cas, des zones de stockage particulières seront désignées par le Coordonnateur SPS, ceci en fonction des risques.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

					
	+	-	-	+	-
	-	+	-	-	-
	-	-	+	+	-
	+	-	+	+	-
	-	-	-	-	- / +
+ Peuvent être stockés ensemble - Ne peuvent pas être stockés ensemble					

4.1.3. Stockage des gravats et des déchets ordinaires :

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées et, d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

4.1.4. Stockage des déchets dangereux :

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

L'emploi de produits ne présentant pas de danger pour la sécurité et la santé du personnel devra être privilégié.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

5. ORGANISATION DES SECOURS

15**SAMU****17****Police
Gendarmerie****18****Pompier****112****Toutes
urgences**

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

5.1 Téléphone de secours :

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un poste téléphonique de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement ou la personne en disposant devra être connu de tous les ouvriers concernés.

5.2 Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (minimum un), **QUELQUE SOIT L'ENTREPRISE**, devra être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, sera affichée près des téléphones définis ci-dessus.

Il en sera de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

5.3 Travail isolé :

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne puisse travailler isolé en un point où il ne pourrait être secouru dans un bref délai.

5.4 Procédure d'organisation des secours :

Le plan des installations de chantier devra porter les zones de circulations réservées au moyen de secours (qui devront être dégagés en permanence).

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours habilités (SAMU, POMPIERS ou AMBULANCES PRIVEES).

Conduite à tenir en cas d'accident

Nous rappelons que la conduite à tenir en cas d'accident fait partie de la formation de sécurité définie par le décret du 20/03/1979.

5.5 Petit matériel de secours :

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

La trousse de secours peut être définie ou complétée par le médecin du travail et utilisée par une personne compétente.

5.6 Déclaration :

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans les 48 heures.

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

6.1 Sous-traitance :

Tous les travaux sous-traités doivent être soumis, au préalable, à l'autorisation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

Une information des coordonnées des sous traitants doit être adressée très rapidement au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

L'attention des entreprises qui ont l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main-d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (art. L 125.1 du Code du Travail).

En tout état de cause, le sous traitant devra respecter et avoir les moyens tant en organisation et matériel de faire respecter les directives sécurité santé du présent document.

6.2 Intérimaires :

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré, que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

6.3 Remarques importantes :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

6.3.1. Entreprises titulaires d'un lot :

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Ce PPSPS est établi après l'inspection commune préalable à laquelle doivent procéder le Coordonnateur SPS et l'entrepreneur, préalablement à l'intervention de celui-ci.

Pour établir ce PPSPS, l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage et **avant une quelconque intervention sur le site.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC servira de base à l'établissement du PPSPS.

Le Maître d'Œuvre ou l'entreprise générale remet à chaque entreprise traitante un exemplaire du lot principal, ainsi que ceux des entreprises ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers. L'entreprise est tenue de concevoir son propre PPSPS en cohérence avec les documents reçus.

La mise à jour du PPSPS, avant d'engager les travaux, devra tenir compte des observations résultantes de la visite commune avec le Coordonnateur SPS.

Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. est un outil de travail du chantier.

Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le Plan Général de Coordination.

Le P.P.S.P.S. est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son P.P.S.P.S. "en le commentant" pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

Dans les PPSPS, le Coordonnateur SPS santé devra y retrouver :

- des schémas et des croquis détaillés représentant les différentes phases de travail projetées ou des opérations de travail à risques particuliers.
- Les fiches de données de sécurité des produits utilisés.
- les notices descriptives du matériel mis en œuvre et principalement les appareillages et dispositifs de sécurité envisagés : consoles, tour d'étalement, banches, filets plaqués, échafaudage, crochets de levage des treillis soudés, etc.

Additifs au P.P.S.P.S.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

Modalités de transmission du P.P.S.P.S.

En fonction de la consistance du P.P.S.P.S., le Coordonnateur pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur concerné sera alors tenu de modifier et de compléter son P.P.S.P.S. en tenant compte des demandes du Coordonnateur.

L'entrepreneur chargé du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspection du Travail,

C.R.A.M., O.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du P. P.

S. P. S. auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire du PPSPS est tenu en permanence disponible sur le chantier. Y est joint les avis du Médecin du Travail et du CHSCT (ou à défaut des délégués du personnel).

Le PPSPS peut être consulté par :

- l'inspection du Travail,
- la CARSAT
- l'OPPBTP,
- les membres du CHSCT (ou les délégués du personnel),
- le médecin du travail.

Le PPSPS tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception d'Ouvrage.

6.3.2. Déclaration et agrément du sous-traitant :

L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur SPS tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées.

Cette obligation s'applique pour les sous-traitants de 2ème degré ou de degré supérieur.

Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément qui peut être demandée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGC et dans le PPSPS du titulaire.

6.3.2.1. Transmission du PGC :

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Cette obligation s'applique en cascade aux sous-traitants de 2ème degré et de degré supérieur.

6.3.2.2. Obligation du sous-traitant :

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que le contractant principal quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises, avec les précisions suivantes :

- Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies pour le contractant principal et notamment celles contenues dans le PGC.
- Le délai de fourniture du PPSPS est réduit à 8 jours entre la réception du contrat signé et l'engagement des travaux de second œuvre dès lors que ces travaux ne sont pas à risques particuliers.

6.3 Accueil des entreprises « location avec chauffeur » :

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, devront le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs seront accueillis avant par le chef de chantier de qui leur expliquera les règles de sécurité les concernant.

Une copie de cette fiche sera adressée au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

6.4 Travailleurs indépendants :

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :


- à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et
- Protection de la Santé
- au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.
- le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

7. ANNEXES AU P.G.C.

7.1 En cas d'accident

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

- 1 Téléphonez au :
- 2 Dites :
Ici chantier : Cité douanière
à (commune, arrondissement) : Boulogne sur Mer
n° rue 63 rue des Moulins
Autre point de repère :
Téléphone chantier :
- 3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)
• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)
• s'il y a nécessité de dégagement
- 4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)
- 5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)
- 6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours
- 7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier

 **Sauveteurs- secouristes du travail** : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom